

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Band: - (2014)
Heft: [2]: Numéro Thématique Aviation

Vorwort: Le renouvellement de nos Forces aériennes : un élément essentiel pour la Suisse
Autor: Maurer, Ueli

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Le Conseiller fédéral Ueli Maurer défend la loi de financement du *Gripen* à Genève, le 16 avril dernier.

Toutes les photos © Marc Fries.

Editorial

Le renouvellement de nos Forces aériennes, un élément essentiel pour la Suisse

Ueli Maurer

Conseiller fédéral, Chef du Département de la Défense, de la protection de la Population et des Sports (DDPS)

Je dois vous mettre en garde contre une erreur très répandue. Nombreux sont ceux qui croient que la votation du 18 mai porte sur un avion de combat. Cela semble être le cas, mais en fait nous allons voter sur quelque chose de beaucoup plus important. Ce qui est en jeu, c'est la sécurité et l'indépendance de notre pays, ni plus ni moins.

Permettez-moi de clarifier quelques points et de rétablir le contexte général du débat, qui a été volontairement dissimulé ces derniers mois.

Contexte politique, d'abord l'aspect politique.

Il y a toujours eu dans notre pays des forces politiques qui font peu de cas d'une Suisse à même de se défendre elle-même. Il y a là comme un fil rouge dans notre histoire. Nous avons connu un mouvement pacifiste, juste avant la Première Guerre mondiale, il y aura cent ans cet été, qui a été tiré assez brutalement de ses rêves de paix.

Dans les années vingt, les socio-démocrates n'étaient déjà plus ralliés à la cause de l'armée. Hitler était arrivé au pouvoir en 1933 et ordonnait le réarmement rapide de l'Allemagne, mais il a fallu attendre jusqu'en 1935 pour que la défense de notre pays refasse l'unanimité.

Après la chute du Mur de Berlin, les milieux antimilitaristes sont sortis de l'ombre, et ont lancé une initiative pour supprimer l'armée.

Comme on peut le voir, il y a toujours eu des milieux qui, pour des raisons idéologiques, aimeraient renoncer à une Suisse indépendante et à une neutralité armée. Rien n'a changé sur ce point, pendant toutes ces années.

L'enjeu véritable

Ce qui a changé, c'est leur tactique. Les opposants à l'armée savent que le peuple suisse a toujours voté pour l'armée. C'est pourquoi ils ne font aujourd'hui plus campagne de manière claire et honnête pour le but qu'ils se sont fixés. Ils ne remettent plus directement en question la défense

de notre pays, mais affichent d'autres motifs. Ils essaient d'affaiblir l'armée par des voies détournées, afin qu'elle finisse par perdre toute crédibilité.

La votation sur le *Gripen* est leur troisième tentative en peu de temps. En 2011 nous avons voté sur l'initiative pour la protection face à la violence des armes. A première vue, il s'agissait de la possession d'armes en général, mais en réalité c'est la défense du pays qui était en jeu. L'an passé, les opposants à l'armée ont essayé d'obtenir la suppression de l'obligation de servir. Apparemment, ils visaient le modèle de service obligatoire, mais en fait là aussi il s'agissait de la défense de notre pays. Aujourd'hui, les mêmes personnes veulent empêcher notre armée d'acquérir le *Gripen*, et donc de s'équiper d'un armement moderne. Une fois de plus, le débat porte sur l'avion, mais en réalité il est question de la défense de notre pays. Le peuple suisse a toujours perçu les intentions cachées des opposants à l'armée, et ces attaques camouflées sur notre armée sont restées sans effet.

Clarification nécessaire

Cette fois, les opposants à l'armée ont recours à une campagne particulièrement perfide. Elle a été lancée depuis longtemps, déjà plus d'une année. Toutes les ressources sont mises à contribution pour tenter de jeter le doute, d'abord sur la procédure de sélection de l'avion, ensuite sur l'avion lui-même. J'aimerais revenir brièvement sur certaines fausses informations et sur certains reproches absurdes qui ont été diffusés.

Choix du type d'avion

Le *Gripen* a été choisi au terme d'une procédure détaillée et soignée. Cet avion répond de manière idéale à nos besoins. En tant qu'Etat neutre, nous n'avons pas besoin d'un avion permettant une attaque avec des armes nucléaires, il nous faut un avion moderne à même de protéger notre pays de toutes les menaces possibles. Le *Gripen* est parfaitement adapté à cet objectif.

Manipulation par la NSA

D'aucuns ont suggéré que les USA contrôleraient le système radio du *Gripen* et pourraient diriger les actions de l'appareil comme dans un jeu vidéo. Force est de constater que certains n'hésitent pas à abuser du thème de la NSA, à la mode ces temps. Mais la Suisse et la Suède entendent garantir la sécurité des systèmes de cet avion. Pour les avions suisses, c'est la Suisse qui établira les clés cryptographiques, et celles-ci resteront secrètes.

Ce qui m'amène au point suivant.

La Suède, notre partenaire

Parmi les avions de combat modernes, le *Gripen* est le seul qui ne soit pas fabriqué par une grande puissance ou une alliance de grandes puissances. Le *Gripen* est un produit indépendant, construit par un pays auquel nous pouvons faire confiance. La Suède est une démocratie occidentale stable; elle n'a intégré aucune alliance militaire et n'affiche pas de politique offensive. Elle constitue donc pour la Suisse, qui se veut neutre et indépendante, un partenaire idéal pour des secteurs aussi délicats que la sécurité et l'armement.

Affaires compensatoires

Notre économie privée peut tirer un bénéfice non négligeable des affaires compensatoires. Non seulement en termes d'aspect financier, mais aussi pour ce qui est de l'échange de savoir-faire. Les deux partenaires en profitent, en particulier les entreprises suisses. Aujourd'hui déjà, ces affaires sont en bonne voie.

Détournement d'avion à Genève

En février, un copilote éthiopien a détourné son propre avion sur Genève, afin d'y déposer une demande d'asile. Aucun avion de combat suisse n'étant engagé à ce moment-là, les médias ont fait des gorges chaudes des Forces aériennes. Mais une fois de plus ces médias n'ont rendu compte que d'une partie de l'histoire. Depuis mon entrée en fonction, j'ai averti que les coupes effectuées dans les structures de l'armée ont créé des lacunes dangereuses en matière de sécurité. Cet incident à Genève montre l'une de ces lacunes. Nous entendons la combler dès que possible. Mais pour cela il nous faut le *Gripen*, sans quoi il est inutile de former des pilotes supplémentaires.

Police aérienne

On entend souvent des « spécialistes » déclarer que les F/A-18 suffiraient à assurer le service de police aérienne. Ce qu'ils ne précisent pas, c'est que le temps d'engagement serait nettement augmenté. Plus de temps de vol, moins de durée de vie. Une utilisation aussi intensive ramènerait l'horizon du cycle de vie des F/A-18 à 2025 environ. Et comme l'acquisition d'un nouvel avion de combat prend beaucoup de temps, la conclusion est simple: sans le *Gripen*, nos Forces aériennes disparaissent dans une dizaine d'année, tout comme le service de police aérien.

Plan B

Certains médias vont jusqu'à nous accuser de nous livrer à des jeux anti-démocratiques. On parle d'une solution de rechange qui nous permettrait d'acheter le *Gripen* même en cas de vote négatif par le peuple. Cette accusation est indigne. Il est évident que nous ne ferons rien contre la volonté du peuple. Mais il faut préciser que par ce vote, les citoyens endossent la responsabilité du maintien de la sécurité dans notre pays.

Coûts

Il ne fait aucun doute que le *Gripen* est moins cher que ses concurrents. Le rapport qualité-prix est excellent. Et il faut considérer les choses dans la durée: sur un cycle de vie de 30 ans, le *Gripen* nous coûte quelque 100 millions de francs par an, ce qui représente 1,5 pour mille du budget fédéral 2015. Sur 100 francs de dépenses fédérales, nous payons donc 15 centimes pour le *Gripen*. Il faut y ajouter des frais de fonctionnement et d'entretien d'un montant comparable, soit encore environ 15 centimes. Par ailleurs, l'achat est intégralement financé par le budget de l'armée. L'achat du *Gripen* n'entraîne pas un seul franc de dépense supplémentaire.

Les arguments qui mettent en avant le coût pour s'opposer au *Gripen* sont tout simplement fallacieux, voire indignes. Les opposants au *Gripen* se font



concurrence dans l'exagération, et parviennent déjà à des montants de 10 milliards de francs. De quoi douter du sérieux de leur réflexion. Une estimation réaliste des frais de fonctionnement et d'adaptation sur une durée de vie de 30 ans nous conduit à un montant de quelque trois milliards de francs. Tous ces frais doivent être pris en charge au moyen du budget ordinaire de l'armée. Nous devons donc continuer à économiser, afin que ce budget déjà très serré puisse s'avérer suffisant.

Au vu de ces critiques, une conclusion s'impose. Quand on ne veut pas avouer qu'on est contre l'armée, on dit que l'avion est trop cher, que ce n'est pas le bon modèle, ou qu'il n'est pas nécessaire... mais, à l'évidence, tous ces reproches sont déplacés.

Une armée prête à l'engagement

Penchons-nous un instant sur l'aspect de la nécessité, qui met en lumière un point essentiel : nous ne devons jamais oublier pourquoi nous avons une armée. Il s'agit là de notre sécurité. Il s'agit de l'indépendance de notre pays. Il en va de la vie de nos concitoyens. Affirmer que les anciens *Tiger* peuvent suffire encore longtemps, c'est faire preuve de négligence et d'un manque total de réalisme.

Nous attendons de nos soldats un sacrifice incroyable. Nous exigeons d'eux qu'en cas de conflit ils risquent leur vie pour protéger ce pays. Il est donc évident que nous devons être prêts à leur confier les meilleures armes possibles.

Le niveau technologique actuel des *Tiger* date de plusieurs décennies, et ils ne permettent pas un engagement de nuit. Nous contraignons donc nos pilotes à voler sur des machines obsolètes. En cas de conflit, cela reviendrait à les envoyer dans un monde meilleur. Il ne faut pas oublier qu'un pays qui néglige sa couverture aérienne le paie en termes de vies humaines, des morts ou des blessés, des soldats mais aussi des civils.

Il est inutile de rappeler l'importance des Forces aériennes, les conflits de ces dernières années l'ont soulignée à chaque fois. La supériorité aérienne a même souvent été déterminante, faisant la victoire ou la défaite. Les avions de combat sont indiscutablement un élément essentiel d'une armée. Si cet élément manque, l'armée perd sa capacité d'agir, puisque personne ne peut prendre la responsabilité d'envoyer des soldats à l'engagement sans une couverture aérienne moderne.

Voyez cette maison. Des parois, des portes, des fenêtres. Tout est intact. Mais elle ne sert à rien. Il manque le toit. A cause de ce défaut, la maison est inutilisable, sans valeur. L'argent et le travail investis sont perdus, parce que le toit est un élément essentiel. Une maison sans toit n'est pas vraiment une maison, c'est une ruine.

Il en va de même de l'armée. C'est un tout. Si l'on en retire un élément essentiel, elle ne peut plus accomplir ses tâches. Que d'autres parties, d'autres troupes soient bien équipées et bien formées n'y change rien.

Refuser à notre armée un équipement aérien moderne n'est rien d'autre que supprimer l'armée sans le dire, petit à petit. C'est exactement ce que cherchent les opposants à l'armée.

Souveraineté et neutralité armée

Nous n'allons donc pas simplement voter sur un avion. Nous allons voter sur une décision fondamentale. Voulons-nous une armée suffisamment équipée afin que nous puissions l'engager si besoin est ? Alors nous avons besoin d'une couverture aérienne moderne.

Ou allons-nous abandonner la capacité de défendre notre sécurité et notre souveraineté ? Renoncer par étapes à nous affirmer, avec des conséquences funestes pour notre politique extérieure ? Notre neutralité armée perdrait sa crédibilité. La tentation serait forte de nous rapprocher de l'un ou l'autre groupe de forces sur l'échiquier mondial. Et nous finirions dans le sillage de la politique de puissance internationale.

Aujourd'hui déjà, notre pays est mis sous pression et poussé à des concessions. Cette pression serait encore plus importante si nous dépendions d'autrui pour notre sécurité. Croire que quelqu'un nous défendrait sans demander de contrepartie est une illusion.

Par ailleurs, dépendre d'autrui pour notre sécurité est tout particulièrement dangereux. On devient le satellite d'une grande puissance ou d'une alliance militaire, et donc un parti dans la politique mondiale. Nous serions contraints d'épouser une politique d'intérêts et de confrontation qui n'est pas la nôtre, que nous ne voulons pas.

Ces dernières semaines ont montré clairement, une fois de plus, avec quelle rapidité se créent les conflits et les oppositions. Celui qui l'avait oublié a reçu la démonstration que les grands de ce monde mènent toujours une politique féroce lorsque leurs intérêts sont en jeu. Garder une certaine distance avec les uns et les autres a fait ses preuves. Nous avons ainsi pu agir souvent en tant qu'ambassadeur crédible de la paix. La neutralité armée reste donc absolument de mise. Ce qui confère à cette votation une dimension institutionnelle, qui n'a pas été suffisamment prise en compte jusqu'ici.

Comme vous le voyez, la votation du 18 mai porte sur bien plus qu'un type d'avion. Il s'agit de savoir si notre pays veut avoir une armée opérationnelle, s'il veut pouvoir protéger son indépendance, s'il entend maintenir le principe de neutralité armée qui a fait ses preuves, et quelle place il veut prendre dans la politique internationale. En résumé, il s'agit de savoir si nous sommes décidés à honorer la promesse de la Constitution fédérale en ce qui concerne notre but :

«La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays».

U. M.